

Bulletin d'information

de l'Association des auditeurs de l'Institut des hautes études
de défense nationale en Aquitaine

Au sommaire de ce numéro

**Combattantes volontaires ou
mobilisées, quel engagement ?** 1

Lettre du président 2

**Actualité et veille stratégique
de l'IHEDN : RIED 2025** 3

**National : Actualisation de la
loi de programmation militaire** 5

**Région : Forum Armées/Entre-
prises à Agen ; Escale du voilier-
école allemand à Bayonne ;
Convention trinôme écono-
mique à Pau ; Formation
continue des enseignants à
Cazaux et à Pau ; Exposition *Les
As de la Grande Guerre* à Mont-
de-Marsan ; Petit-déjeuner à
Bordeaux avec la directrice
régionale de la Banque de
France ; Conférence sur
l'Arctique à Bordeaux** 6

**Armement et économie de
défense : La base aérienne 204
de Mérignac-Beauséjour** 13

Livres et expositions 15

**Directeur de la publication et
coordination éditoriale**
Jean-François Morel
Webmaster Catherine Bergero
[https://associations-auditeurs-ihedn-
aquitaine.fr](https://associations-auditeurs-ihedn-aquitaine.fr)
- archives des bulletins
- revues de presse d'André Dulou
- événementiel
- vie et activités de l'Association



Quels engagements pour les femmes dans les conflits contemporains ? *Une conférence du trinôme académique à Pau*

Cette conférence s'est tenue le 27 avril 2026 dans le département des Pyrénées-Atlantiques et a rassemblé plus de 80 personnes, dont une dizaine d'étudiants, autour d'un sujet d'actualité stratégique et sociétale : la place des femmes dans le combat armé, éclairée par l'histoire du XX^e siècle et les conflits contemporains.

Animée par Christophe Robinne, docteur en histoire contemporaine, cette intervention a offert un éclairage croisé entre analyse historique et prospective, à l'heure où les équilibres militaires et sociétaux évoluent rapidement.

L'expérience du conflit en Ukraine constitue aujourd'hui un véritable laboratoire. Elle met en lumière à la fois l'évolution des équipements militaires – notamment l'omniprésence des drones – mais aussi la capacité de résilience des sociétés engagées dans des guerres de haute intensité.

suite page 6

La lettre du président

La défense : combien d'Athéna ?

L'événement du mois d'avril en Pyrénées-Atlantiques sur les femmes combattantes pose à nouveau la question de leur engagement dans ce domaine aujourd'hui. Au-delà d'exemples emblématiques, **combien ont été vraiment reconnues à hauteur de leurs efforts et de leurs mérites ?**

Sur le web, un blog bilingue anglais-français a choisi sa mascotte pour mettre en lumière les femmes de la défense : le wombat, un marsupial à poche ventrale, capable de se défendre grâce à ses puissantes mâchoires et ses vigoureuses pattes arrières. **Wombat est devenu l'acronyme de Women in Combat, une idée de la journaliste Christina Mackenzie, auditrice IHEDN qui fut l'une des rédactrices de la revue Défense.**



↑ *Retrospection* par le peintre américain Bryan Larsen. Une Athéna inhabituelle est incarnée par une femme de notre siècle, l'avant-bras parallèle à la lance, pour ouvrir le temps de la réflexion stratégique après celui de l'action tumultueuse. L'association de codes antiques et contemporains invite à inscrire cette attitude dans le temps long. Aimable autorisation de l'artiste.

Aujourd'hui, Athéna revêt bien des apparences. **La place des femmes est aussi mieux valorisée en matière de sécurité : recherche stratégique, enseignement, santé, police et gendarmerie, industrie, droit, secours....** « Derrière chaque homme important se cache une femme qui l'inspire / Derrière chaque grand être humain précède une mère qui respire » slame Grand Corps Malade dans son album *Mesdames*.

Jean-François Morel

Dans sa belle série des *Chemins de mémoire*, le ministère des Armées a produit en 2023 un **numéro électronique spécial femmes combattantes**, ouvert par Patricia Mirallès, secrétaire d'État chargée des Anciens combattants et de la Mémoire.

Le numéro montre notamment que se lèvent progressivement les obstacles à une insertion complète dans les Armées, dans le but d'une vraie égalité professionnelle. **La France est ainsi dans le top 4 des armées les plus féminisées du monde, mais elle reste encore bien en-deçà des attentes**, en particulier dans certaines spécialités de combat, et dans la très faible présence de femmes aux plus hauts échelons des armées.

Selon la haute fonctionnaire à l'égalité des droits, « la féminisation s'est alors dégagée du quantitatif pour aborder le qualitatif : **la mixité est devenue un atout de la performance opérationnelle**. Il convient aussi de noter que les femmes se sont révélées des capteurs exceptionnels des évolutions sociétales et des nouveaux besoins professionnels ».

La revue Défense a aussi consacré en 2020 un hors série sur les femmes dans la défense. Le sociologue Claude Weber estime que les femmes « sont généralement plus soucieuses de l'égalité et voient l'institution comme autant soucieuse de cette égalité ». Il distingue les freins qui demeurent et pense qu'**on ne peut plus fonder la cohésion du groupe sur l'identique, androcentrée, mais sur un objectif ou une complémentarité professionnelle.**

Au sein de l'Éducation nationale, Nelly Fesseau invite à **encourager l'investissement dans les Classes de défense et de sécurité globale** et dans les *Cadets de la défense*, où se construit très tôt une égalité filles-garçons.

En 2024, le Service historique de la défense a publié **au profit des maires le livret Aux combattantes, la France reconnaissante**. Il s'agit de 100 fiches biographiques de femmes françaises, qui ont servi pour la France depuis la guerre franco-prussienne de 1870 jusqu'aux plus récentes opérations extérieures. Une nouvelle inspiration pour nommer nos rues et nos places.

Les Rencontres de l'intelligence économique de défense

Une coopération DGA – ACADEM à l'École militaire, Paris

Ces Rencontres ont été lancées en septembre 2025 par la Direction générale de l'armement (DGA) en partenariat avec l'Académie de défense de l'École militaire (ACADEM), que préside le général directeur de l'IHEDN.

Cinq commissions spécialisées dans un aspect de l'intelligence économique de défense ont restitué l'essentiel de leurs travaux à l'École militaire de Paris, le 8 avril 2026.



RIED2025
RENCONTRES
DE L'INTELLIGENCE
ÉCONOMIQUE
DE DÉFENSE

Pendant six mois, les commissions ont ainsi réalisé indépendamment environ 250 entretiens et abouti à des préconisations opérationnelles, chacune dans son domaine.

Les Rencontres avaient pour but d'en présenter les principales, tout en mentionnant que certaines d'entre elles avaient été classifiées et présentées aux responsables étatiques sous la protection afférente.

Trois éléments essentiels se dégagent de tout l'ensemble des travaux des commissions :

- une faible culture générale de l'intelligence économique en France,
- un partage insuffisant des informations entre les acteurs dans ce domaine,
- un faible soutien opérationnel public.



← Henri-Jacques Citroën a présidé la commission *Intelligence économique territoriale*. Il constate que la notion est approximative et pas enseignée. **Sa commission définit l'IE comme une boussole avec 4 points cardinaux** : la veille sur son secteur d'activité, la protection des savoir-faire, l'exercice de son influence dans son secteur et la gestion des connaissances et des informations.

Si « *chacun travaille dans son couloir de nage* », sans partager l'information, l'une des préconisations de cette commission est de **faire remonter les informations d'IE au niveau préfectoral afin qu'il puisse ensuite mieux les partager** avec les entreprises du territoire et du secteur.

→ Christine Dugoin-Clément (*cf. son livre dans le Bulletin d'avril 2026*) a présidé la commission *Influence*. Elle confirme que la matière n'est pas enseignée et préconise **la création d'une discipline académique IE qui serait intégrée dans les sciences de gestion**.

Elle appelle au réalisme sur la menace, même de pays alliés, car le tissu économique est une cible. **Dans la gestion de l'influence, il importe de bien connaître son écosystème sur le temps long**. Sa commission préconise aussi la mise en place d'une « *boîte à outils* » pour lutter contre les attaques réputationnelles.



→ Anne-Solène Spido a présidé la commission *Renseignement en sources ouvertes* (OSINT). Sa commission a défini le sujet comme **« l'ensemble des outils et méthodes de collecte sur les trois couches du web en distinguant le légal et le disponible »**.

L'un des freins est la différence entre les dix acteurs majeurs de la BITD et les autres entreprises de la BITD de moindre taille. La base de connaissances de la BITD au global est insuffisante et **il est nécessaire d'intégrer les acteurs plus petits afin de créer des synergies**.

Elle estime aussi que les sources ouvertes représentent 90 % des informations collectées en IE. De fait, **l'OSINT se révèle aussi puissant que dangereux : il faut donc protéger ses propres informations**.

Elle propose la création d'une base de connaissances communes, des solutions numériques françaises émergent.



← Jean-Pierre Maulny a présidé la commission *Base industrielle et technologique de défense européenne*. Il constate qu'**« aujourd'hui, notre organisation est beaucoup trop verticale, il faut développer la transversalité autant que possible »**.

Une intelligence économique européenne est-elle possible ? Si les Européens sont à la fois en coopération et en compétition suivant les sujets, pense-t-il, **il faut bien connaître les politiques de défense et industrielle des partenaires européens, à court et à long terme**.

Cela pourra permettre d'élaborer une vision à long terme de ce que devrait être une BITD européenne.



→ Frédéric Pierucci a présidé la commission *Intelligence économique offensive*. **« Qui aujourd'hui fait de l'IE offensive ? Comment les acteurs étrangers sont-ils organisés ? »**, s'interroge-t-il. En France, c'est surtout le Quai d'Orsay et les Armées, quand les États-Unis ou Israël mobilisent tous les services de l'État pour épauler leurs entreprises.

« Il faut changer de braquet », dépasser l'aide aux quelques gros leaders de la BITD et créer une coordination beaucoup plus efficace entre l'État, les PME et les ETI de la BITD.

A cet égard, sa commission préconise **la création d'une sorte de « guichet unique » de l'IE offensive, à haut niveau encore à définir**, dotée d'une très forte capacité de réactivité.



← Pour le directeur de l'Industrie de défense à la DGA, Benoît Laroche de Roussane : **« l'IE est à la fois un état d'esprit et une discipline »**.

Il tire quatre conclusions de ces Rencontres :

- un impératif d'opérationnalité : du concret, des boites à outils, de la rapidité de réaction ;
- posséder des fondations communes : faciliter le partage d'informations et de compréhension des situations ;
- poser un regard lucide sur le contexte : ce qui est permis de faire, à nous et aux autres ;
- adopter une approche inclusive et *dé-siloter* nos organisations.

Jean-Yves Roberteau et Jean-François Morel

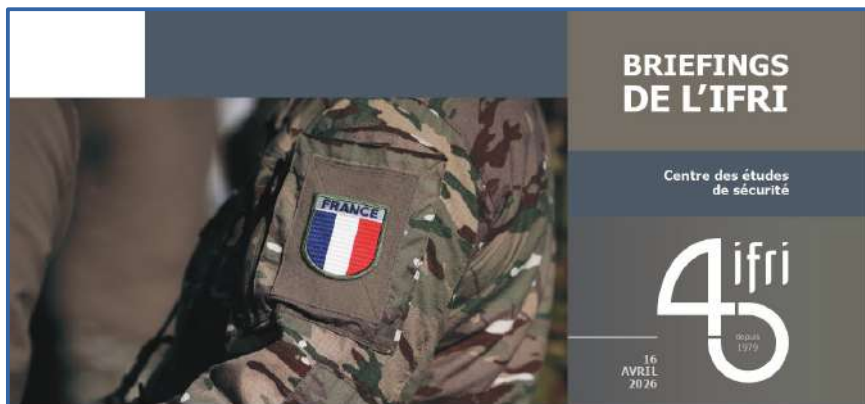


L'actualisation de la loi de programmation militaire vise à prendre en compte l'évolution du contexte stratégique

Un briefing flash de l'IFRI estime « une LPM enfin sincère »

Le Conseil des ministres a présenté un projet de loi, le 8 avril 2026, en vue d'actualiser la programmation militaire 2024-2030, au regard de l'aggravation des menaces internationales, en particulier la guerre en Ukraine et les tensions au Moyen-Orient.

La commission de la défense à l'Assemblée nationale a approuvé une révision, le 22 avril 2026. **Les débats de l'Assemblée sur ce texte sont désormais prévus à partir du début mai 2026.**



Stéphane Audrand, chercheur associé, et Élie Tenenbaum, directeur du Centre d'études de sécurité de l'IFRI, ont cosigné un « briefing flash », intitulé *Enfin sincère ? L'actualisation de la Loi de programmation militaire à l'épreuve des défis stratégiques et capacitaires.*

Les auteurs estiment que le modèle initial de la LPM était relativement sous-financé mais qu'il est désormais plus crédible avec un ajout de 36 Mds €. « Nous avons le sentiment que la France "paye enfin pour le modèle d'armée défini en 1995". Un modèle conçu pour sanctuariser la dissuasion et gérer des crises en coalition ». Ils voient dans le texte une prise de conscience de l'évolution de la menace, qui était déjà apparente dans la *Revue Nationale Stratégique*.

La démarche vise à « privilégier la cohérence sur la masse ». Celle-ci passe par le développement des capacités stratégiques structurantes (avions de guet aérien, *cloud secret*, architecture de commandement appuyée par l'intelligence artificielle par ex.). « Mais cette cohérence a un coût, qui absorbe l'essentiel de la croissance et ne permet pas en retour de faire évoluer à la hausse le format général des armées ».

De nouveaux programmes sont ajoutés : missile balistique conventionnel sol-sol, drones non spécialisés, système sol-air Proteus, attaque électromagnétique, robotique terrestre, par exemple, alors que d'autres programmes sont arrêtés comme l'Eurodrone, les conflits récents ayant montré le coût et la vulnérabilité des drones MALE (*Moyenne Altitude Longue Endurance*).

Des dispositions inédites sur la mobilisation économique et sociale sont proposées dont certaines pourraient être controversées : constitution de stocks obligatoires, surveillance éventuelle pour l'optimisation industrielle, audit du détail des coûts de production, définition du nouveau service national, militaire et volontaire, pour servir « exclusivement sur le territoire national ».

« En revanche, pas de grosse évolution des effectifs. On reconstitue, on répare, on refait des stocks de consommables, mais on n'augmente (presque) pas le volume des forces. Pas de frégate ou de Rafale en plus. Des canons, mais pas de chars ou de VBCI. Et si on ajoute quelques nouveautés bienvenues (drones notamment), on ne se penche pas en profondeur sur l'articulation du modèle de forces. Il faudra le faire en 2027 ».

Au final, c'est la temporalité qui semble préoccuper le plus les auteurs. Si la *Revue Nationale Stratégique* situe un conflit probable contre la Russie vers 2029-2030, l'échéance de la pleine capacité de la loi de programmation militaire se situe en 2035. « Est-ce qu'on assume d'être prêts 5 ans trop tard ? ».

Pour autant, dans le contexte politique et budgétaire français, il était sans doute difficile de faire beaucoup mieux. **Le budget de défense a doublé en dix ans – de 32,08 à 64 Mds € – ce qui est exceptionnel.**

La solution est dans l'approfondissement des partenariats européens et sans doute aussi dans la révision du modèle d'armée lui-même. De probables vifs débats dans la perspective de la présidentielle 2027.

Le briefing de l'IFRI est en accès libre ici :

<https://www.ifri.org/fr/briefings/enfin-sincere-lactualisation-de-la-loi-de-programmation-militaire-lepreuve-des-defis>

RÉGION

Combattantes volontaires ou mobilisées, quel engagement ? (suite)

suite de la page 1

Face à des besoins croissants en effectifs, de nouvelles réalités émergent : lorsque les ressources humaines masculines ne suffisent plus, des unités entièrement féminines rejoignent désormais le front, et il faut aujourd'hui seulement 8 jours pour former un opérateur drone déployable en opération.

Cette évolution interroge directement nos modèles. La mixité, largement encouragée dans les entreprises et les institutions, pourrait s'étendre pleinement au domaine militaire. Avec aujourd'hui une mixité de l'ordre de 20 %, l'armée française est précurseur parmi les armées occidentales.



© Ako Rasheed-Reuters, © DRHAT, © Wikimedia Commons-Kurdishstruggle, © alliancefr.com

Dans cette perspective, la constitution d'unités féminines homogènes apparaît, dans certains contextes, comme une option permettant de renforcer rapidement l'efficacité opérationnelle, plutôt que de s'inscrire uniquement dans des logiques d'intégration progressive au sein d'unités masculines.

L'histoire récente montre que les pays engagés dans des conflits pour leur survie ont déjà franchi ce cap. En Israël, au Kurdistan face à Daech, ou plus récemment en Ukraine, **l'intégration des femmes dans les forces combattantes fait face à de nombreuses réticences, mais s'est imposée comme un levier stratégique**, contribuant à renforcer les capacités opérationnelles par l'élargissement du vivier de recrutement.

Éric Gormand,
vice-président délégué/Pyrénées-Atlantiques

Forum Armées / Entreprises de la région à Agen

Organisé par la plateforme du Commissariat Sud-Ouest, un forum destiné aux entreprises régionales a été accueilli par le 48^e régiment de transmissions d'Agen pour leur faciliter l'accès à la commande publique.



© Eric Vidal

Cette manifestation a connu un vif succès et a permis de renforcer les liens entre les armées et leurs fournisseurs.

Ont été présentées les grandes fonctions du soutien opérationnel, ainsi que les dispositifs humains, logistiques et numériques indispensables à l'engagement des forces armées.

Une attention toute particulière a été portée sur la montée en puissance d'une base industrielle de soutien du service du commissariat des armées (SCA) en zone Sud-Ouest.

Éric Vidal,
vice-président délégué/Lot-et-Garonne

Signature de la Convention du trinôme économique en Pyrénées-Atlantiques



Le 20 avril 2026 a été signée la convention du trinôme économique dans le département des Pyrénées-Atlantiques, extension locale de celui signé au niveau régional en décembre 2023. Cette signature s'est faite en marge d'un grand salon étudiant pour faire connaître le monde de la Défense et de l'Aéronautique, avec 600 offres d'emplois dans les prochains mois dans le département.

C'est un document ambitieux par le nombre de signataires – 13 signataires – et qui doit avant le début juillet être suivi d'un plan d'action conçu et piloté par un comité exécutif.

Ce comité sera composé de notre association, de la délégation militaire départementale, des deux chambres de commerce et d'industrie de l'agglomération de Pau et du Pays Basque – *notre département est bicéphale, toutes les institutions sont doublées* – et de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

L'action de la préfecture a été déterminante pour asseoir tous les acteurs autour d'une table. Les objectifs des actions du trinôme, alignées avec l'agenda du préfet, ont facilité la tâche.

En effet la sensibilisation des acteurs de l'économie aux enjeux d'un possible engagement dans un conflit de haute intensité est primordiale pour notre territoire qui serait traversé en tant que « nation hôte » par près de 45.000 hommes, et des convois logistiques qu'il faudra sécuriser, héberger et nourrir.



De nombreux moyens devront donc être identifiés dans les PME pour faire face ; c'est là la mission de la Base de défense ces prochains mois.

Si le trinôme économique n'est pas un outil dans la main du préfet, son action est encouragée et scrutée, ce qui représente bien sûr une émulation supplémentaire.

Nous avons rajouté au document régional un volet *acculturation* qui permettra d'organiser des visites d'entreprises par des états-majors : un bon moyen de faciliter le dialogue et de témoigner de façon visible que nous... rentrons dans une autre époque.

Éric Gormand,
vice-président délégué/Pyrénées-Atlantiques



Formation continue des enseignants à la BA 120 de Cazaux

← Accueillis par le colonel Fabian Kuhlmann, commandant de la base aérienne 120, les enseignants ont eu d'abord une information sur l'évolution croissante des activités de cette base de l'Armée de l'air et de l'espace.

Le trinôme académique, représenté par l'inspectrice d'académie Marie-Hélène Lavaud, la colonel Nathalie Papp et notre président Jean-François Morel, a décrit ses activités et offert ses services aux enseignants pilotes de classes de défense.

© JFM

A cet égard, Philippe Lataste a présenté notre jeu DE-CI-DEUR dans sa simplicité de mise en place et son adaptabilité aux niveaux des élèves.

Jean-François Morel a présenté notre association, ses missions et ses activités. En cette année maritime, il a prononcé une conférence sur les enjeux des océans et commenté la chaude actualité dans ce domaine.



Formation continue des enseignants au mess de garnison de Pau

Une séance similaire a eu lieu au mess de garnison de Pau, le 29 avril 2026.

On reconnaît, debout de gauche à droite, l'inspectrice d'académie Marie-Hélène Lavaud, le lieutenant-colonel Duquesne, délégué militaire départemental adjoint, le vice-président délégué en Pyrénées-Atlantiques de notre association Éric Gormand et le lieutenant-colonel Frédéric Fruchard de l'état-major de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest.



© Eric Gormand

Escale à Bayonne du voilier-école allemand *Gorch Fock*

Le voilier-école allemand *Gorch Fock* a fait une escale ensoleillée tout à fait exceptionnelle à Bayonne le 16 avril 2026, marquant un moment fort de coopération et d'amitié franco-allemande.

À cette occasion, Son Excellence Monsieur Stephan Steinlein, ambassadeur d'Allemagne en France, avait fait le déplacement pour honorer la venue de ce navire emblématique de la marine allemande.

Les cadets n'étaient pas à bord, ils rejoindront lors d'une escale aux îles Canaries.

Mis en service en 1958, le *Gorch Fock* est un trois-mâts barque destiné à la formation des officiers de la marine.

Son nom rend hommage à l'écrivain allemand Johann Kinau, connu sous le pseudonyme de Gorch Fock, lui-même marin.

Héritier d'une longue tradition maritime, il perpétue l'apprentissage des manœuvres à voile, combinant discipline, esprit d'équipage et transmission des savoirs marins.

L'escale bayonnaise a donné lieu à un beau moment de convivialité, réunissant autorités civiles et militaires. Un cocktail — qui s'est révélé être un véritable déjeuner — a été proposé aux invités à 14 heures, avec un traditionnel Champagne auquel on pouvait aussi préférer une bière bien fraîche.



© Eric Gormand



© Eric Gormand

L'horaire, qui aurait pu surprendre au regard des habitudes culturelles allemandes, était cependant en ligne avec la proximité de l'Espagne, ce qui a contribué à l'originalité et à la chaleur de l'événement.

L'ambiance était donc tout à fait détendue, animée par le bagad de l'Adour qui a chanté l'aventure maritime d'une vingtaine de voix.

Éric Gormand,
vice-président délégué/Pyrénées-Atlantiques

Les AS de la Grande Guerre : un indispensable devoir de mémoire au cœur de la ville de Mont-de-Marsan

« Un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir », Maréchal Ferdinand Foch.



Du 23 au 26 avril 2026, les Halles de la Madeleine à Mont-de-Marsan ont accueilli l'exposition *Les AS de la Grande Guerre*, organisée par l'Union Nationale des Combattants de Mont-de-Marsan, en partenariat avec l'Espace Patrimonial Rozanoff, la mairie de Mont-de-Marsan et le musée *Un siècle d'histoire* de Grenade-sur-l'Adour.

Soutenue par l'ONaC-VG des Landes, notre association et l'ensemble des associations patriotiques landaises, cette manifestation a attiré plus de 500 visiteurs en 4 jours.

L'exposition a rendu hommage aux pilotes d'exception, aux avions mythiques et aux constructeurs visionnaires qui ont marqué ce conflit et contribué au développement de l'aviation militaire.

Une fois par an, en appliquant le vieil adage « l'union fait la force », la mairie de Mont-de-Marsan, l'ensemble des associations patriotiques et notre association unissent leurs efforts pour une exposition dédiée au devoir de mémoire. En 2027, le thème de l'exposition de mémoire portera sur *L'histoire du rugby dans les armées*.

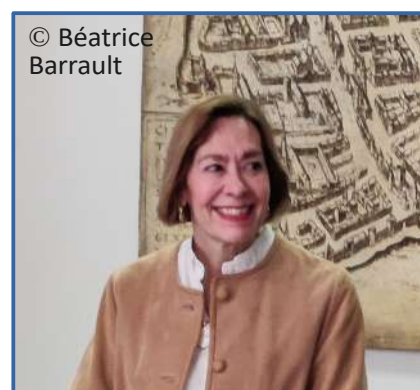
Patrick de Gramont, vice-président délégué/Landes

Un petit-déjeuner à Bordeaux avec la directrice régionale de la Banque de France

Diplômée en comptabilité, Marie-Agnès de Montbron a débuté dans un cabinet d'expertise comptable, avant d'intégrer la Banque de France en 1984 et de gravir les échelons.

Directrice régionale de la Banque de France en Nouvelle-Aquitaine depuis octobre 2023, elle est la première femme à occuper cette fonction dans la région.

Son expertise porte sur la cotation des entreprises, la prévention des difficultés et l'inclusion financière. Elle porte une forte attention à la qualité de vie au travail.



Marie-Agnès de Montbron a résumé le rôle de la Banque de France en 3 missions. **En premier lieu, la stratégie monétaire**, la mission historique de la Banque. En collaboration avec la Banque centrale européenne, elle veille à la stabilité des prix et à la valeur de la monnaie. Elle participe à la définition de la politique monétaire de la zone euro et assure la fabrication et la gestion de la monnaie fiduciaire. Elle collecte les données nécessaires pour analyser la conjoncture économique et éclairer les décisions de l'État.

En second lieu, la stabilité financière. La Banque de France surveille les banques et les assurances, veille au bon fonctionnement et à la sécurité des systèmes de paiement, et elle gère les réserves de change et d'or de la France.

En troisième lieu, les services aux citoyens. Contrairement à beaucoup d'autres banques centrales, c'est une mission de proximité très forte à l'égard des particuliers et des entreprises. La Banque de France traite les dossiers des ménages en difficulté financière, elle aide les personnes privées de compte bancaire à en obtenir un. Elle accompagne aussi les entreprises rencontrant des difficultés de financement. Elle informe le public sur les mécanismes bancaires et budgétaires. Un bel exemple d'humanité dans un domaine fondamental.

La fin de l'exceptionnalisme stratégique de l'Arctique

Une conférence de Sylvain Domergue à Bordeaux

Géographe, auteur notamment de *Géopolitique des espaces maritimes* (cf. Bulletin d'octobre 2025), Sylvain Domergue pense que « toute région est une construction humaine, qui en définit les contours ». C'est le cas de la région arctique que les puissances définissent de manières différentes suivant leurs représentations.

Cet espace est le cadre d'une transformation physique d'une ampleur exceptionnelle, en se réchauffant trois à quatre fois plus rapidement que le reste du monde. Le recul de la banquise estivale d'environ 13 % par an, avec une forte réduction de son épaisseur, modifie le regard sur les potentialités réelles ou supposées de la région.

L'horizon putatif de l'Arctique se définirait ainsi par l'ouverture de nouvelles routes maritimes et par un plus grand accès aux richesses de ses ressources, avec son cortège d'appropriations et de conflits. **Quelle réalité ont ces perspectives dans la zone arctique ?**

© Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères



© JFM



Notre invité s'est attaché à démontrer les trois assertions suivantes :

- les routes maritimes nouvelles ne sont pas appelées à remplacer d'autres grandes routes maritimes mondiales ;
- il n'y aura pas de ruée sur les hydrocarbures de la région ;
- on ne peut pas parler de conflits mais de tensions dans l'Arctique.

Sylvain Domergue a montré pourquoi, en particulier, **la fonte de la banquise se poursuit sans que le trafic maritime n'augmente pour autant** : « aucun modèle ne prévoit la disparition de la glace d'hiver prochainement ».

Niveau des primes d'assurance, incertitude environnementale et système du « juste à temps » des porte-conteneurs : **les raisons opérationnelles et financières se conjuguent pour que les armateurs annoncent ne pas s'engager dans ces routes pas encore alternatives à leurs yeux.**

Au fond, en Arctique, c'est surtout un *trafic de destination*, non un *trafic de transit* : il s'agit surtout d'exporter les matières premières et production d'armements de la région vers le monde.

© Pierre Hervé Dussel



Notre invité a également expliqué la difficulté d'exploitation des hydrocarbures qui, au demeurant indique-t-il, se trouvent déjà à 95 % dans des zones économiques exclusives non contestées. Ajoutant qu'il n'y a pas de projets de recherche dans ce domaine, il conclut ne pas voir se développer de frénétiques courses vers le pétrole arctique.

Sylvain Domergue parle d'« *espace de rivalité contenue* », ouvert à certains États dans certains domaines. Il y voit « *la fin de l'exceptionnalisme arctique* », basé sur la coopération, notamment au sein du conseil de l'Arctique.

Cet espace vivant, habité et fragile présente des enjeux politiques. La France y est largement sensibilisée et y dépêche régulièrement des unités de sa Marine, qui s'y familiarisent.

Jean-François Morel

Bulletin AA IHEDN AQUITAINE, mai 2026

Sur notre agenda



TRINÔME ACADÉMIQUE

← 5 mai 2026 : Rallye citoyen à Bayonne.

→ 20 mai 2026 : Rallye citoyen au lycée Chardeuil à Coulaures, en Dordogne.



TRINÔME ACADÉMIQUE



TRINÔME ACADÉMIQUE

← 20-21-22 mai 2026 : Rallyes citoyens de Gironde au camp de Souge.

→ 21 mai 2026 : Conférence du général Hervé Pierre, sur le thème du général et stratège André Beaufre, à Bordeaux.



TRINÔME ACADÉMIQUE

← 21-22 mai 2026 : Rallyes citoyens des Landes à Mont-de-Marsan sur la Base aérienne 118.

← 21-22 mai 2026 : Rallyes citoyens du Lot-et-Garonne à Villeneuve-sur-Lot.

→ 30 mai 2026 : Assemblée générale de notre association, à Mérignac.



← 2 juin 2026 : Conférence du général Stéphane Groën, officier général de zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, à Bordeaux.

→ 5 juin 2026 : Petit-déjeuner avec Yvan Martin du Commissariat à l'énergie atomique, à Bordeaux.



← 6 juin 2026 : Journée *Jeunesse et Territoires au large* (400 ans de la Marine), à Bordeaux et à Anglet.

→ 13 juin 2026 : Journée *Jeunesse et Territoires au large* (400 ans de la Marine), à Villeneuve-sur-Lot.



TRINÔME ÉCONOMIQUE
Nouvelle-Aquitaine

← 17 juin 2026 : Journée défense et économie, organisée par notre association, à l'ENSAM de Bordeaux.

→ 1^{er} juillet 2026 : Journée d'études sur le thème de *La résilience alimentaire*, à l'Agropole d'Agen.



TRINÔME ÉCONOMIQUE
Nouvelle-Aquitaine

ARMEMENT & ÉCONOMIE DE DÉFENSE

La base aérienne 204 de Mérignac-Beauséjour

*De l'ancien Archevêché à l'Armée de l'air et de l'espace :
le ciel en ligne de mire*

Vers 1660, le site de Beauséjour constitue un lieu de villégiature prisé par les archevêques de Bordeaux. A la Révolution française, en 1791, lors de la vente des biens nationaux, le banquier Peixotto acquiert le domaine ainsi que le Pavillon Beauséjour, construit aux alentours de 1780.

Dès 1914, le site entre dans une nouvelle ère avec l'installation de deux sociétés de pyrotechnie, dont la société Ruggieri, qui fabrique des fusées pour l'aéronautique.

Ces équipements sont utilisés par le capitaine de corvette Le Prieur, pionnier dans le développement de systèmes de lancement montés sur biplans pour lutter contre les dirigeables allemands.

En 1918, la Société des Forges et Fonderies d'Aquitaine achète le site, ses usines deviennent pleinement opérationnelles quelques années plus tard. En 1939, la société Peugeot prend possession des lieux. Elle participe à l'effort de guerre en produisant des trains d'atterrissage, des éléments de structure pour avions Amiot et des compresseurs pour moteurs Gnome et Rhône.



BASE AÉRIENNE 204
APPUYER, CONCEVOIR, INNOVER

A partir de juillet 1940, l'usine est occupée par les forces allemandes. Elle devient un HKP (*Heereskraftfahrpark*), chargée de la réparation des véhicules de l'armée allemande.

Durant cette période, un groupe de résistants issus de Peugeot se constitue, au prix de lourds sacrifices humains.

En août 1944, à la Libération, l'armée française prend possession du site, qui s'étend sur 20 hectares et près de 70 000 m² de hangars et d'ateliers.

En février 1945, l'Armée de l'air s'y implante et le site devient alors le Parc régional de réparation et d'entretien de Bordeaux n°291. Quelques mois plus tard, en août 1945, il prend le nom d'Atelier de réparation automobile de l'Armée de l'air (ARAA).

C'est en 1964 que la base aérienne 204 est officiellement créée. Elle regroupe le centre de formation des infirmiers de l'air 748, des unités de la direction centrale du matériel de l'Armée de l'air et des entités du commandement des écoles de l'Armée de l'air. La base s'inscrit dans une dynamique de transmission et de formation, avec l'accueil d'une quinzaine d'apprentis, dont certains seront distingués, notamment par le titre de *Meilleur Apprenti de France*.

Une expertise au cœur du soutien des opérations aériennes

La BA 204 a pour mission principale la **maintenance, la conception et la modernisation des matériels** au profit des bases aériennes de l'Armée de l'air et de l'espace.

Véritable pôle d'excellence technique, elle réalise des **opérations de réparation, reconstruction et innovation, en s'appuyant sur des équipements de pointe** : imprimantes 3D, scanners 3D, machines-outils de haute précision.

Ses activités couvrent un large éventail de métiers : fabrication traditionnelle, chaudronnerie, menuiserie, mécanique et reconstruction.

La division projet, dotée d'un bureau d'études, relève au quotidien des défis techniques très complexes.



Caroline Aigle par Waltercolor.
Cette pilote de chasse, morte à 32 ans, a donné son nom à la BA 204 le 27 mai 2024. © Wiki Commons

Des capacités uniques au service des forces

La base aérienne 204 intervient sur des équipements essentiels aux opérations aériennes comme des barrières d'arrêt pour stopper les aéronefs en cas d'urgence, des chariots et passerelles pour le fret et les passagers, des groupes de démarrage avion, des chariots de dépose moteurs et des équipements de mission, ou des équipements de stockage d'oxygène liquide pour les pilotes.

Elle assure aussi le dépannage de véhicules incendie de pistes, la régénération des balayeuses de pistes, la conception de simulateurs (éjection et évacuation Rafale), la production de matériels spécialisés, comme les chariots pour pods de désignation laser (Damoclès, Talios) et la fabrication d'agrès de secours pour le sauvetage en opérations.

Alors que la base est implantée au cœur de la ville de Mérignac, au sein du tissu urbain, **l'un des défis est de limiter son impact environnemental et de préserver la qualité de vie des riverains.**

De ce fait, elle s'engage à utiliser des matériaux à faible empreinte carbone, à recourir à des matériaux recyclables (notamment les aciers), à réduire autant que possible les déchets et à optimiser dans ce sens les procédés de fabrication.

Le colonel Christophe Grandclément, commandant de la BA 204. © JFM



Un engagement auprès de la jeunesse et de la société

La BA 204 a établi des partenariats avec l'Éducation nationale, elle est liée à des *classes de défense* et à des *Escadrilles Air Jeunesse*, qui sont des programmes de formation et d'initiation à l'aéronautique pour les jeunes de 12 à 25 ans.

La base participe aussi aux *Journées Défense et Citoyenneté* pour les jeunes Français de 16 à 25 ans et accueille régulièrement des stagiaires pour faire découvrir les différents métiers de la base.

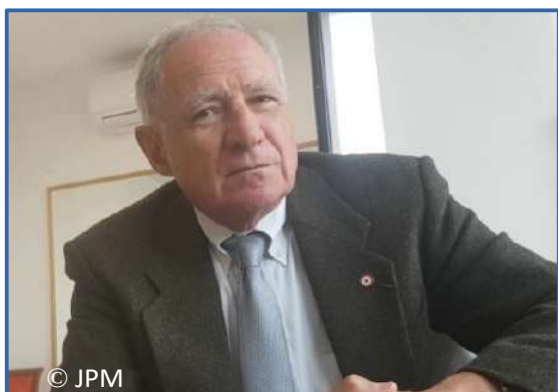
A cet égard, elle participe aux *Olympiades des métiers*, qui se présente comme la plus grande compétition internationale de la jeunesse et de la formation professionnelle.

Des échanges sont aussi organisés avec la Maison Athos, qui accompagne des militaires blessés psychiques de guerre.

Dans ce même domaine, la base met en œuvre des *stages Oméga*, une immersion dans l'objectif de réinsertion professionnelle des blessés psychologique des Armées.

Plus généralement, elle mène des actions avec France Travail à des fins de réorientation professionnelle.

Elle recrute notamment chaque année dans de nombreuses spécialités (chaudronniers, plasturgistes, tourneurs-fraiseurs et bien d'autres encore).



Peut-être moins exposée, parmi les grandes bases aériennes de notre région, **la BA 204 de Mérignac-Beauséjour n'accueille pas d'avions mais leur est cependant indispensable.**

A la croisée de la technicité, de l'innovation et de l'engagement humain, elle contribue chaque jour à la capacité opérationnelle de l'Armée de l'air et de l'espace, tout en participant à l'économie locale, les yeux tournés vers le ciel.

Jean-Pierre Mercier

PUBLICATIONS & EXPOSITIONS

DGSE

Une brève histoire du renseignement français Damien van Puyvelde, éd. nouveau monde

Professeur associé à l'université de Leyde, où il dirige le groupe de recherche sur le renseignement et la sécurité, et chercheur associé à l'IRSEM, l'auteur a puisé aux meilleures sources ouvertes pour cet ouvrage, qui retrace l'histoire de la DGSE, depuis sa création en 1982 jusqu'à nos jours.

L'auteur décrit la nature des liens du service avec les dirigeants politiques, dont le soutien est devenu plus fort à partir de 2007, du fait de l'importance de la menace terroriste internationale dans l'agenda politique et du rôle crucial du renseignement dans son anticipation.

Le livre examine comment cette menace a fait évoluer le service, davantage focalisé sur l'action que sur l'analyse, l'impact des succès, gardés confidentiels, et des échecs, parfois retentissants comme celui lié au *Rainbow Warrior* en 1985, aux attentats de 2013 et 2015 en France, ou à la non anticipation de l'attaque russe en Ukraine en 2022.



L'auteur explore aussi les attributs et qualités de chacun des directeurs, toujours sous le regard du politique, leurs stratégies et les résultats obtenus. Ce sont un civil issu du privé, puis trois officiers généraux, puis trois préfets, puis quatre diplomates. Il estime au total que « *la conjonction de leurs efforts et d'un soutien politique renforcé a permis de rehausser la place du service dans l'appareil d'État français, de moderniser son organisation et d'améliorer son image* ».

Sur ce dernier aspect, un pertinent chapitre est consacré aux représentations culturelles – littérature, cinéma, séries (*Le Bureau des Légendes* par ex.) – qui traduisent la volonté croissante de mobiliser le renseignement dans la communication stratégique.

Finalement, Damien van Puyvelde constate que la France n'est pas, comme certains le prétendent, dépourvue de culture du renseignement. Certes, mais il reste en tous cas une réelle marge de progrès dans le domaine de l'intelligence économique (cf. p. 3).

JFM



L'Échiquier stratégique **La grammaire de la guerre à travers les âges** Antony Dabila, éd. Seuil

« *La guerre a sa propre grammaire, mais non sa propre logique* », écrit Clausewitz dans *De la guerre*. Elle répond en effet à des règles, à l'instar d'une grammaire, mais elle est aussi subordonnée à la politique et marquée par l'incertitude, les passions et le hasard.

L'originalité de cet ouvrage est de proposer une théorie des conflits basée sur un « *échiquier stratégique* ». Cet échiquier de 64 cases représente ce que l'auteur appelle « *les 16 configurations stratégico-tactiques fondamentales* » qui résultent des choix possibles : stratégie offensive ou défensive, approche directe ou indirecte, niveau stratégique ou tactique.

Pour pouvoir dresser des parallèles entre les époques, l'auteur développe un vocabulaire unifié pour le niveau tactique, qui s'inspire de l'outil du général André Beaufre, qu'Antony Dabila appelle « *le clavier tactique* »

(attaquer, surprendre, feindre, menacer, rompre...). Il passe ensuite à ce crible une centaine de batailles de l'Histoire pour décrire les stratégies choisies et dégager les invariants dans ce phénomène caméléon. Un ouvrage érudit d'analyse comparative qui débouche aussi sur le présent.

JFM